

1979
LETTRE AUX ADHERENTS N°1

peuple et culture

lettre aux adhérents

S O M M A I R E

- . 30 ans à Peuple et Culture - *Joseph Rovin* p. 1-2
- . De la succession à la relève - *Bernard Smaghe* p. 3-4
- . Eclaircissements - *Bruno Chopin* p. 5-8
- . Journées nationales de réflexion - *Bruno Chopin* p. 9-10
- . Le département inter-associations - *Nicole Charlopeau* ... p.11-12
- . En quelques mots p.13-14
- . Livres et lectures p.15-18
- . Si nous en parlions p.19

TRENTÉ ANS A PEUPLE ET CULTURE

joseph rovan

Le 12 novembre 1978, après que l'Assemblée Générale de Peuple et Culture eût approuvé le rapport moral, ma démission de la fonction de Secrétaire Général du Mouvement est devenue effective. Je l'avais présentée au Conseil d'Administration lors de sa réunion du 22 septembre tout en proposant que Bernard Smagghe fût appelé à me succéder. Le Conseil d'Administration, recueillant cette proposition, avait désigné Bernard Smagghe comme Secrétaire Général. En même temps nous étions convenus que ces décisions entreraient en vigueur le 12 Novembre.

Avec une courte interruption à la fin des années 40, j'avais exercé pendant plus de 30 ans des fonctions dirigeantes au sein de notre association.

Je pensais depuis longtemps que l'avenir du Mouvement exigeait que la génération des fondateurs trouvât des successeurs capables et désireux de prendre en main "Peuple et Culture" et d'en faire leur affaire, de s'y consacrer avec un attachement existentiel réel. La durée même de notre présence à la tête du Mouvement que nous avons fondé alors que nous étions fort jeunes avait successivement écarté plusieurs amis qui auraient certainement pu s'acquitter avec distinction de tâches dirigeantes à Peuple et Culture.

Par ailleurs il était évident que nous souhaitions des successeurs qui n'eussent pas pour intention de changer l'orientation fondamentale de Peuple et Culture. Nous souhaitions des successeurs, qui, fidèles à nos intentions premières, fussent capables de les adapter aux circonstances et conditions de leur temps. Nous avons créé et maintenu un Mouvement au service d'une conception ouverte et pluraliste, d'une conception démocratique de l'éducation populaire et de l'action culturelle. C'est au maintien et à l'épanouissement de cette conception que devait servir le renouvellement de la direction du Mouvement.

Peu à peu, au cours des dernières années, la composition d'une nouvelle équipe de direction a commencé à se dessiner. Elle devait comprendre nécessairement des membres parisiens, issus des structures nationales et des membres provenant des associations régionales PEC. Il fallait qu'ils fussent d'accord sur la nécessité de maintenir et de développer harmonieusement et le "national" et les "régions".

Au printemps 1978, cette nouvelle équipe a pris corps.

Elle comprenait autour de Bernard Smagghe, Dominique Païni, Guy Pallet, Jacques Guénée, Bruno Chopin, Jean-Marie Bence et Nicole Charloiseau. Nous avons alors proposé au Conseil d'Administration de charger ce groupe, dont les membres étaient d'accord pour travailler ensemble, de réfléchir aux mesures exigées par le développement du Mouvement au cours d'une nouvelle étape et de soumettre des propositions au Conseil d'Administration à la rentrée de septembre.

Cela a été fait. Le "groupe des 7" proposait une restructuration des services nationaux, la création d'un Institut de Formation PEC doté du caractère d'association autonome membre de notre confédération, l'attribution de la nouvelle promotion de l'école d'animateurs à PEC-Auvergne et à PEC-Haute-Savoie, le renforcement de l'activité inter-associations (avec la Fédération Léo Lagrange, Culture et Liberté, l'Infac, et quelques autres organismes amis), le renforcement de nos activités d'élaboration intellectuelle (la "Société de pensée").

Afin de le mettre à même d'appliquer ces mesures, je proposais alors au Conseil d'Administration de donner aux "7" une délégation générale de ses pouvoirs jusqu'au terme normal de ceux-ci (l'Assemblée Générale électorale de 1979), délégation qui serait révocable à chaque instant. Cette proposition fut adoptée par 12 voix, (1 voix contre et 1 abstention).

Le nouveau groupe de direction une fois mis en place, je pouvais offrir ma démission et proposer la désignation de Smagghe. En approuvant mon rapport moral l'Assemblée Générale, le 12 novembre, devait apporter une acceptation définitive au processus ainsi engagé.

Ce n'est pas sans serrement de coeur, sans regret, sans tristesse que j'abandonnais des responsabilités qui ont été une des joies majeures, une des raisons d'être majeures de ma vie adulte. Mais c'est avec beaucoup de satisfaction et de gratitude que j'ai vu des camarades plus jeunes et même très jeunes, hommes et femmes, prendre la relève. Je suis solidaire de tout ce qu'ils ont entrepris depuis leur installation. J'appuie leur action au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale. Je me réjouis que Joffre Dumazedier et Bénigno Cacérès, qui n'ont pas exercé ces dernières années les responsabilités politiques centrales qui furent les miennes, aient accepté de rester à leur côté comme Conseillers permanents.

Je considère que Peuple et Culture peut être fier de la manière dont s'est opérée une mutation d'importance essentielle.

DE LA SUCCESSION A LA RELEVÉ

bernard smagghe

Lorsqu'il s'agit de désigner à nouveau pour trois ans le Conseil d'Administration de notre Mouvement lors de l'Assemblée Générale "élective"(1) des 10 et 11 novembre 1976, nous convinmes alors avec les premiers dirigeants nationaux de Peuple et Culture que leur relève devrait être totalement assurée d'ici la fin de ce nouveau mandat et qu'ainsi une nouvelle génération de responsables prendrait à son tour toute sa place.

Dans cette sage perspective, dès le mois d'avril de l'année dernière et jusqu'à l'Assemblée Générale du 12 novembre au cours de laquelle précisément je succédais à Joseph Rovani en tant que Secrétaire Général du Mouvement, nous avons tenu de nombreuses discussions, toutes bien entendu les plus franches, les plus simples, les plus amicales qu'il soit.

D'un côté, les fondateurs qui contribuent depuis plus de trente années à son existence et qui en ont constitué le patrimoine moral : Bénigne Cacérès, Paul Lengrand, Joffre Dumazedier, Joseph Rovani; de l'autre, ceux des nouvelles générations qui, à Paris et dans les groupes régionaux, s'inquiètent de l'avenir de Peuple et Culture au-delà de ses trente années historiques et sont prêts à assurer la succession double et nécessaire qui nous vaut de constituer le nouveau "gouvernement" de Peuple et Culture d'ici le mois de novembre et d'élaborer un programme d'orientation qui seront l'un et l'autre soumis à l'Assemblée Générale fixée aux 10 et 11 novembre prochain.

Parmi ceux des nouvelles générations, deux plus anciens quand même : Jacques Guénée et moi-même. Venu personnellement à Peuple et Culture en 1965, aux lendemains du Congrès du XXème anniversaire qui se tint à Grenoble, cette ville où Bernard Gilman esquissait déjà depuis cinq ans une nouvelle manière régionale d'être présent à l'action culturelle pour Peuple et Culture, j'ai accepté cette responsabilité et la charge de Secrétaire Général de notre Mouvement.

Je n'en ai certainement pas la capacité à moi tout seul. Déjà Bruno Chopin partage beaucoup des responsabilités du Secrétariat national, en tant que délégué général. Paulette Borker qui a depuis toujours tenu et préservé la mémoire administrative et les "minutes" successives de Peuple et Culture, Nicole Charloiseau, Muriel Mathon, et deux nouveaux venus Joël Grand et Dominique Esnault nous assurent, chacun en ce qui les concerne, de leurs meilleurs services. Je viens de citer ainsi, pour que chacun les connaisse, ceux qui constituent l'administration centrale du Mouvement.

(1) il est utile de rappeler que statutairement le mandat des délégués à l'A.G. et des membres du C.A. a une durée de trois ans.

Ayant auparavant milité dans le mouvement politique et syndical pendant plus de quinze ans à Lille, Roubaix, Tourcoing, sans autres bagages ni prétentions que ceux de ma pratique et de ma réflexion de militant, repoussant le discours au profit de l'action, j'acceptais voilà bientôt 15 ans d'occuper "le deuxième poste FONJEP" que l'association nationale venait d'obtenir et de mettre à la disposition de PEC-Isère ! Depuis ce temps, je contribue à l'existence et au développement de ce groupe régional qui, il y a quelques mois, choisit avec lucidité et confiance de prendre sa part de responsabilité dans la mise en place d'une nouvelle équipe dirigeante.

Je pense qu'il était utile, à l'occasion de cette nouvelle "Lettre aux adhérents", d'expliquer ainsi les circonstances de la succession. Je devrais encore ajouter que le personnel salarié de la rue Cassette s'est à juste titre inquiété de son sort et du sort du Mouvement tout au long de cette période de transmission des responsabilités : nous lui avons donné sans cesse toutes les informations et nous retenons l'idée que ceux qui ont dû nous quitter l'ont fait dans des conditions correctes.

Mais il faut aller maintenant de l'avant. Vérifier entre nous tous, adhérents, militants, responsables de Peuple et Culture à travers le pays, si nous avons de nouvelles idées communes pour orienter notre Mouvement, suivant sa conception traditionnelle : pluraliste, ouverte, interrogatrice, pertinente, vers des pratiques d'action culturelles conformes à notre temps. Conforter le développement des groupes régionaux, mais développer simultanément l'autorité et la valeur nationale de Peuple et Culture.

Deux rendez-vous nous attendent pour débattre de tout cela entre nous : celui tout d'abord des journées de Rodez du 9 au 12 juillet et dont on vous parle plus loin. Celui ensuite de l'Assemblée Générale des 10 et 11 novembre qui aura la responsabilité d'engager les trois prochaines années d'existence de Peuple et Culture, pour laquelle les différents collèges qui composent le Mouvement auront à désigner leurs nouveaux délégués.

ECLAIRCISSEMENTS

bruno chopin

Que dire de Peuple et Culture aujourd'hui ? Cette association, au titre archaïque, pourrait tomber dans l'oubli si elle ne continuait d'intriguer quelques obstinés qui persistent à vouloir endosser cette parure que les ans ont pourtant quelque peu défraîchie. Essayons ici de donner brièvement les contours, les repères et les espaces de son itinéraire actuel, pour nous-mêmes et pour ceux que le voyage séduirait.

Quels pôles ?

Depuis toujours, la formation d'adultes, comme acte éducatif fondamental, s'inscrit dans la pratique de Peuple et Culture. Développée dès le début autour de méthodes spécifiques qui en ont fait l'originalité et le succès, il faut bien admettre qu'aujourd'hui beaucoup d'autres organismes sont sur les rangs, chacun s'efforçant de séduire le client par mille et une facettes toujours plus séduisantes. Qualifiée de "permanente", la formation s'impose désormais à chaque individu et prend une tournure trop systématique pour qu'à son égard Peuple et Culture ne fasse appel à son sens aigu du scepticisme critique, et n'accordât aux objectifs de ses propres actions de formation, tant nationales que régionales, toute la vigilance que sa nature même exige.

L'action culturelle est également devenue très tôt l'un des axes essentiels de notre mouvement. Analyses, études et confrontations ont joué pendant de nombreuses années un rôle prépondérant auquel sont venus plus récemment s'ajouter de nouveaux champs d'expression et d'expérimentation développés par certains de nos groupes régionaux. Dans ce contexte, la tentation est souvent grande de contribuer à grossir encore la liste des innombrables équipements culturels qui jalonnent déjà le pays. Aussi importe-t-il d'être prudent à l'égard de ces mécanismes de glissement institutionnel afin que les structures de Peuple et Culture puissent continuer d'offrir aux actions les plus téméraires comme aux plus éphémères l'indispensable support dont elles ont besoin.

Alors, sans tomber dans le piège avec ceux qui présentent les alternatives marginales comme la solution mythique de tous les maux de notre société, nous devons accepter que notre mouvement, conscient de ses possibilités et de ses limites, du rôle effectif joué par l'état et les institutions, s'interrogeât sur la nécessité d'inscrire ses discours et ses actes dans une certaine marginalité nécessaire. Par cette dimension marginale spécifique, Peuple et Culture serait en mesure, mais n'est-ce pas déjà le cas, d'occuper la place qui lui revient en tant que cénacle intellectuel et que structure d'accueil et de renouvellement des actions de formation, des initiatives civiques, des champs d'expériences sociales et culturelles.

Quelles références ?

A la culture: entre l'héritage de la tradition marxiste qui nous a toujours parlé de deux cultures, une par classe antagoniste, et la pensée "révisionniste" de ceux qui, aujourd'hui, ne voient que des cultures, notre mouvement aura-t-il enfin le courage de parler de la culture ?

Au peuple : entre ceux qui parlent de "notre peuple tout entier" de peur qu'on ne les soupçonne, mauvais républicains, d'en avoir oublié un pan quelque part, et ceux qui ne décernent de brevet d'appartenance au peuple qu'à partir d'un certain degré d'aliénation et d'exploitation, il est bien difficile de savoir qui désigne-t-on aujourd'hui quand on parle du peuple ?

A l'éducation populaire : cette éducation, qui n'existerait pas si elle n'était, par la norme et la contrainte, destinée à nous conduire dans le droit chemin, est-elle blanchie de tous les maux qu'on lui attribue dès que la qualité de "populaire" lui est décernée ? S'agit-il alors de la volonté d'éduquer tout le peuple ou seulement cette partie dite "populaire" du peuple. A moins que, devenue populaire, la nature même de cette éducation d'essence bourgeoise ne s'en trouvât changée, au point de se voir attribuer des mérites qui lui étaient jusqu'alors refusés. Et si l'on ne remet pas en cause la nécessité sociale et individuelle de l'éducation, conçue tout à la fois comme normative et libératrice, alors en quoi y-a-t-il lieu, d'abord de vouloir la prolonger, en système organisé, toute la vie durant, et ensuite d'en distinguer une spécificité "populaire" ?

Quelles finalités ?

A la mécanique morbide des contre-pouvoirs qu'on oppose aux pouvoirs, des systèmes alternatifs jetés à la face "du" système ou des nouvelles valeurs déposées sur l'autel moderniste des innovations sociales, d'aucuns, dont nous sommes, opposeraient volontiers d'autres interrogations, d'autres vérités.

Aujourd'hui, les mécanismes de représentation ont atteint un seuil de quasi-saturation. Quel groupe social, en effet, ne s'est déjà donné ses propres institutions dites représentatives pour exprimer et défendre ses intérêts en matière de société, de politique, de culture ou d'emploi.

Pourtant, une codification institutionnelle généralisée des individualités intensifie parallèlement la dépendance multiforme de chacun à travers des réseaux - économiques, syndicaux, civiques, sociaux, médicaux ou policiers - dont les fonctions spécifiques traversent en tous sens l'unité de vie des personnes et rendent plus difficile que jamais l'affirmation des solidarités collectives.

Désormais, l'assistanat généralisé et le morcellement des dépendances institutionnelles donnent un sens nouveau au rôle des organismes volontaires pour qui l'entreprise, le quartier, le village ou tel groupe social particulier ne sont plus en mesure de constituer ces unités de référence homogènes sur lesquelles s'appuyaient jusqu'alors leurs actions.

Il est maintenant difficile de retrouver la trace de ce que furent ces militants d'associations d'autrefois, avec leurs publics cibles généralement définis comme allant de soi.

Alors vers quels objectifs explicites, s'il y en a, fonctionnent aujourd'hui les organismes associatifs dont les "militants" sont autant de professionnels soucieux de leur carrière, de vacataires, de bénévoles ou de stagiaires en formation confrontés à leur clientèle habituelle d'utilisateurs et d'usagers ? Face à une telle diversité sociale de la demande, peut-on encore qualifier ces associations de populaire avec la même acception qu'autrefois ? Miroir d'un groupe particulier, lieu de projection des désirs, des angoisses ou des peurs de ceux que l'institution rassure, instrument de transfert du pouvoir pour ces citoyens gagnés de plus en plus par l'impuissance dès qu'il s'agit de leurs propres responsabilités, l'association volontaire est un peu tout cela à la fois.

Nous devons maintenant nous efforcer d'être lucides. Pour n'être pas devenu une de ces grandes associations à caractère de services - pour ne pas dire d'assistanat social, culturel ou éducatif - pour n'avoir pas endossé l'habit neuf des projets alternatifs de ces hypothétiques initiatives de base qui traversent certains groupes sociaux, Peuple et Culture n'en a pas moins grandi, à son insu, tel un jeune arbuste modestement solitaire dans une prairie qui aurait pris chaque jour un peu plus des allures de forêt.

Sachons qu'aujourd'hui, les équipes de recherche, les groupes d'action socio-culturelle, les associations d'opinion et de service, les centres de création ne manquent pas pour tous ces chercheurs, ces militants, ces volontaires et ces créateurs qui préfèrent oeuvrer et agir dans une perspective plus large que celle de leur strict champ d'activité professionnelle. Et jamais Peuple et Culture ne ressemblera à ces organismes dont le nombre va croissant. Au contraire, notre association restera probablement ce qu'elle a toujours été, à la fois petite et diversifiée dans ses activités et ses références idéologiques. Sa caractéristique la plus évidente serait alors peut-être de rassembler, de façon affinitaire et consensuelle, des gens aux projets souvent imprécis, mais décidés sur un minimum de convictions profondes.

S'il est maintenant assez clair que le refus de la croissance institutionnelle dans le champ de la formation permanente ou de l'action éducative et socio-culturelle constitue une des données de base de la spécificité de Peuple et Culture, il n'en reste pas moins vrai que, si nous n'y prenons garde, les risques de ce qui ne pourrait être selon nos propres critères que les symptômes d'une mort lente mais certaine, nous guettent à brève échéance, soit par le choix résigné de cette seule croissance institutionnelle sur des bases opérationnelles limitées et explicitement définies, soit par la disparition pure et simple. Paradoxalement, jamais les agents actuels de Peuple et Culture n'ont été aussi proches, dans leurs motivations et leurs projets, de ceux qui ont créé l'association en 1945. Mais les conditions objectives pour que quelques noyaux d'individus puissent exercer un tel projet de mouvement - si l'on peut encore parler de mouvement - ont considérablement changé. Il est vrai que la marge est étroite, mais c'est celle-là précisément que nous cherchions, fuyant la tentation dérisoire et trop inconfortable de la résignation.

Si d'aucuns pensent encore aujourd'hui que face à la froideur efficace et obsédante du fonctionnel, à la généralisation des instruments individualisants d'assistanat social et culturel, à toutes ces entreprises de morcellement du corps social auxquelles sont associées bien souvent les associations dites volontaires, il est utile d'exercer quelque énergie transversale et moins visible, modeste et tragique, mais obstinément rageuse, intelligente et fière, alors il vaut d'y engager un travail de recherche pour tenter de définir les quelques objectifs qui - en prise directe avec la nature même de notre rassemblement et sans illusions - donneraient tout son sens à notre démarche et à notre engagement.

Le 29 Avril 1979.

JOURNEES NATIONALES DE REFLEXION

RODEZ, 9 AU 12 JUILLET 1979

Pour ce rendez-vous de Juillet 1979 à Rodez, l'idée d'un colloque largement ouvert à un public extérieur et faisant suite aux réflexions engagées l'année dernière au Colloque d'Amiens, a dû être abandonnée.

L'impréparation matérielle et intellectuelle dans laquelle nous étions, mais surtout la nécessité d'engager au plus tôt le processus de remise en route de la pensée et de l'action sur la signification actuelle de l'éducation populaire et de l'action culturelle dans un mouvement comme le nôtre, et plus généralement dans les associations volontaires, ont donné raison à ceux qui avaient manifesté le souhait de voir ces quelques journées consacrées entièrement à un travail interne.

Cette session est donc centrée sur la situation actuelle et les perspectives de l'éducation populaire et de la culture. Parce que son histoire s'est souvent confondue avec celle de l'action culturelle et de l'éducation populaire au cours de ces 30 dernières années, c'est au Peuple et Culture de la période charnière que nous connaissons actuellement que nous consacrerons l'essentiel de notre réflexion pour tenter de définir le rôle et les perspectives que nous voudrions lui donner dans les années à venir.

Ainsi destinées aux adhérents du mouvement et à quelques amis de l'inter-association, ces journées de réflexion ne pourront se dérouler dans de bonnes conditions que si les uns et les autres contribuent à les alimenter en matériaux préparatoires.

D'ores et déjà, Martine Hedoux, Dominique Païni, Guy Saez, Jean-François Claude et Bruno Chopin se sont engagés à produire, à titre de contribution strictement personnelle, un texte qui sera envoyé à chaque participant avant la session.

Il va de soi que ces premières contributions ne constituent qu'un minimum. Nous attendons d'autres textes que vous voudrez bien écrire soit à titre individuel, soit de façon plus collective.

La session n'étant pas structurée à l'avance par un programme déterminé, c'est sur la base de ces différentes contributions que nous organiserons notre travail pendant ces quatre jours. Ainsi, chaque "auteur" disposera d'un temps pour présenter sa contribution devant l'assemblée des participants avant d'engager la discussion.

Au-delà du travail de réflexion sur les différentes contributions écrites, c'est vers la constitution d'ébauches de motions d'orientations que nous devrions porter nos efforts, organisant notre travail de façon alternée en séances plénières et en plus petits groupes.

Pour qu'il puisse être possible d'en assurer la diffusion avant Juillet, il vous est demandé d'envoyer le plus tôt possible vos contributions au Secrétariat National.

Ceux d'entre-vous qui souhaitent participer à ces journées sont priés d'en avertir le secrétariat national qui vous enverra les formulaires d'inscription et les renseignements complémentaires.

Les travaux commenceront le Lundi 9 Juillet à 14 heures et se termineront le Jeudi 12 Juillet à 16 heures.

Nous comptons sur votre nombreuse participation à ces journées, dont l'importance pour l'avenir du Mouvement n'est plus à rappeler.

bruno chopin

LE DEPARTEMENT INTER-ASSOCIATIONS

nicole charlopeau

A plusieurs reprises, les associations qui composent l'Inter-Associations ont eu l'occasion de travailler ensemble pour des actions importantes. Réunies dans le groupe "Formation 76", elles se sont signalées, en particulier, par la réalisation d'un Colloque regroupant dans les locaux de l'Unesco, les 11 et 12 mars 1976, 150 personnes sur le thème "La Formation professionnelle dans le cadre de l'éducation permanente".

Ces travaux ont fait l'objet d'une publication largement diffusée, ainsi que le furent ceux de deux autres manifestations :

- . les débats organisés les 5,6,7 mai 1976, dans le cadre d'Expo-Formation (où elles avaient un stand commun), et
- . la journée sur "les opérations 50 000 jeunes", le 18 juin 76, à la Pédagothèque.

C'est donc avec une pratique d'action en commun que l'Inter-Associations structure depuis le mois d'octobre dernier ses axes de travail. A une fréquence de 2 à 3 réunions par mois (16 rencontres ont eu lieu à ce jour) se retrouvent les Secrétaires ou Délégués généraux et leurs collaborateurs des sept associations : l'ALEFPA (Association laïque pour l'éducation et la formation professionnelle des adolescents), le BILD (Bureau international de Liaison et de Documentation), Culture et Liberté, la Fédération des Centres Musicaux Ruraux, la Fédération Léo Lagrange, l'INFAC (Institut National du Testiaire Social et de la Formation continue) et Peuple et Culture.

Peuple et Culture est le moteur de cette coordination puisqu'il a détaché une permanente, chargée de coordonner les activités.

Des travaux de mise en place de ce nouveau département de PEC, mise en place qui ne peut être que lente et progressive, se sont dégagées plusieurs pistes de travail. La recherche de terrains communs ne peut se faire qu'avec beaucoup de prudence, étant donné le désir de chaque association de garder son entière autonomie et de ne s'engager dans des actions communes qu'en fonction de son intérêt et en tenant compte des finalités de sa propre association.

C'est donc avec un certain pragmatisme que la politique des relations extérieures est menée et ce n'est donc qu'en fonction d'un intérêt partagé par toutes que des positions communes peuvent être adoptées par rapport aux organismes de regroupement auxquels elles adhèrent : un représentant des associations pouvant alors se faire le porte-parole de l'Inter-associations. D'autres instances, au contraire, même avec une position commune, appellent une participation plus nombreuse et chaque association y est représentée.

Des concertations ont lieu quant à la participation à des Colloques, Journées d'études, etc.

Deux réalisations prennent corps actuellement :

- UNE REVUE : qui viserait le public des associations : adhérents, militants, usagers, animateurs et travailleurs sociaux (qu'ils soient en poste ou en formation) et qui pourrait également s'adresser à des militants des secteurs syndicaux et politiques, et à des élus municipaux.

Ne souhaitant pas grossir le nombre de Revues couvrant déjà le champ de l'action socio-culturelle, il est nécessaire de trouver un contenu qui lui donne une originalité et qui s'adresse à un créneau de lecteurs suffisants.

Les travaux entrepris par l'inter-associations s'orienteraient vers des rubriques permanentes :

- . recherches et débats
- . analyses d'expériences françaises et européennes
- . enquêtes
- . nouvelles brèves
- . revue des revues

autour d'un thème central.

La réflexion se poursuit actuellement dans chaque association (pour PEC au sein du Département d'Etudes et de Production).

- DES JOURNEES D'ETUDES SUR LES "FORMATIONS JEUNES" :

Après les "opérations 50 000 jeunes" mises en place par M. Granet, les formations jeunes ont vu de nouveaux développements. Ces formations ne sont pas sans susciter des questions sur leurs finalités, leurs contenus, leurs débouchés, la pédagogie utilisée...

Un bilan sur ces actions semble maintenant opportun : celui-ci sera proposé avant le mois de juin aux associations d'éducation populaire ayant une expérience dans ce domaine.

EN QUELQUES MOTS

AUTOUR DE LA VIE ASSOCIATIVE

- . Le PARTI SOCIALISTE a déposé un projet de loi relative à la reconnaissance et au développement de la vie associative, portant à la fois sur la nécessité de la reconnaissance d'utilité sociale des associations, sur une réforme des aides des collectivités publiques et de l'Etat, et sur la création de Comités du développement culturel et du cadre de vie.(x)
- . Bernard STASI, vice-président de l'Assemblée Nationale, s'attache dans l'ouvrage qu'il vient de faire paraître aux Presses Universitaires de France : "VIE ASSOCIATIVE ET DEMOCRATIE NOUVELLE", à démontrer le rôle de plus en plus décisif que jouent les associations dans la vie politique française et à décrire leurs missions dans l'élaboration d'une démocratie nouvelle.
- . La vie associative est le pôle central de la déclaration de la quatrième Assemblée Générale de CULTURE ET LIBERTE : "POUR UNE AUTRE PRATIQUE DE LA VIE ASSOCIATIVE, POUR UN GRAND MOUVEMENT DE DEVELOPPEMENT CULTUREL DES TRAVAILLEURS"... "La vie associative n'est pas sans ambiguïté, mais elle existe dans tous les secteurs de la vie comme un immense espoir"...(x)
- . La vie associative est aussi au centre de la motion adoptée lors du 13ème Congrès de la FEDERATION NATIONALE LEO LAGRANGE qui appelle à un large regroupement au sein de la CONFEDERATION GENERALE DU TEMPS LIBRE, toutes les associations qui reconnaissent ce double impératif "créer un secteur pilote échappant aussi bien au capitalisme qu'à l'étatisme; favoriser la réflexion sur les problèmes de notre temps dans la perspective d'un projet d'une société socialiste". (x)
- . La très récente publication de PEC-Limousin : "VOUS AVEZ DIT ASSOCIATIF ... ?" : "La vie des associations en Corrèze et ... ailleurs", est au coeur de cette actualité. Cette étude qui traite de la situation des associations dans leur rapport avec la dynamique des changements sociaux et avec l'action de l'Etat et de ses appareils, concerne les départements de la France pauvre... et les autres !

Les commandes sont à adresser à "PEC Limousin" - 1 avenue de Bournazel 19000 TULLE, accompagnées d'un chèque de 20 F. par exemplaire.

- . Lors de son Colloque de Lille des 19 et 20 janvier 1979, la DAP (association pour le développement des associations de progrès) a réuni en plusieurs groupes de travail un grand nombre d'associations, de représentants des grandes administrations, d'élus locaux et de professionnels de la presse. A la suite de ces débats, il a été décidé de mettre en oeuvre un programme d'action sur les points suivants :

1. constitution d'un inter-groupe parlementaire pour étudier les problèmes spécifiques des associations et proposer des réformes législatives.
2. constitution de groupes de travail sur la fiscalité, sur le projet de création d'un statut juridique de la société de non-profit, sur les associations dans le service public, ou encore face à la décentralisation, sur le problème des médias et enfin sur la situation des étrangers dans les associations françaises et sur les associations internationales.

A PROPOS DE L'AMENAGEMENT DES RYTHMES SCOLAIRES ...

L'avis du HAUT COMITE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS, a été sollicité. Les propositions de la Commission des Loisirs ont été amendées au cours de l'Assemblée Plénière du Haut Comité du 15 février dernier.(+)

(+) Les textes peuvent être demandés à nicole charlopeau.

LIVRES ET LECTURES

LA FORMATION DES ADULTES EN MILIEU RURAL

(objectifs et méthodes)

jean-françois chosson, daniel jacobi, jean laforge
Cepadues éditions (Toulouse), collection Languedoc, 1978, 112 pages, 33 F.

Cet ouvrage traite des problèmes spécifiques de la formation des adultes en milieu rural et plus particulièrement de la formation des agriculteurs. Fruit des recherches et des travaux sur les méthodes en matière de formation des adultes d'une équipe de l'Institut National de Promotion Supérieure Agricole (INPSA), cet ouvrage s'inscrit dans une perspective de "Pédagogie par objectifs".

Les auteurs y abordent les orientations générales, les fondements de la pédagogie par objectifs et y définissent les objectifs de formation. Avant d'aborder l'évaluation des résultats, ils donnent des indications sur diverses méthodes utilisées avec un public d'adultes (travail en groupe, visite dirigée, étude de cas concrets, travail sur documents, ciné-club, etc.)

Formateurs d'adultes en milieu rural, vous êtes particulièrement concernés par cet ouvrage qui intéressera aussi les formateurs travaillant dans d'autres secteurs.

LE METIER D'ANIMATEUR

geneviève poujol
Privat (Toulouse), collection agir, 1978, 216 pages, 42 F.

"animateur de ventes", "animateur de formation", "animateur à la télévision", "gentil organisateur qui anime un village de vacances du Club Méditerranée".... ?

Non ! C'est de l'animateur socio-culturel que, dans son ouvrage, Geneviève Poujol s'attache à brosser le profil, la typologie, la formation, l'employeur et le statut.

S'adresse à l'animateur sur le terrain, mais aussi à tous les artisans, concepteurs, acteurs, interlocuteurs, de l'animation et de la vie sociale.

HISTOIRE DE L'EDUCATION POPULAIRE

bénigno cacérès

Le Seuil, réédition 1979, 256 pages, 42 F.

Dans cet important panorama historique de près de deux siècles, débutant avec le rapport Condorcet (en 1792) et s'achevant sur le concept d'éducation permanente, Bénigno Cacérès retrace l'histoire de l'éducation populaire.

Donner à tous l'instruction et la formation nécessaires pour devenir des citoyens capables de participer à la vie du pays, aider les hommes à développer leur sensibilité comme leur intelligence, leur fournir les moyens de culture que réclame leur épanouissement, tels sont les buts de l'éducation populaire.

Est-il nécessaire de rappeler que cet ouvrage est indispensable dans la bibliothèque de tous les animateurs de culture populaire et de tous les acteurs de l'éducation permanente ?

COMPTABILITE ET GESTION DES ASSOCIATIONS

m.j. desouches

Masson, 1978, 166 pages, 75 F.

Cet ouvrage se propose d'extraire des techniques comptables et financières ce qui est utilisable et utile pour les associations, après adaptation si nécessaire, sans négliger les instructions ministérielles et les suggestions faites par les associations ayant étudié ces problèmes.

Il se compose de quatre parties :

- I. Le statut juridique des associations*
- II. La comptabilité des associations, principes généraux et problèmes spécifiques*
- III. La gestion financière, analyse de situations et prévisions*
- IV. Le prix de revient - Calcul, prévision et contrôle.*

Toute association, quelle que soit sa taille, doit tenir une comptabilité et faire des prévisions de trésorerie. Si l'analyse du bilan peut être réservée aux organismes maniant des fonds plus importants et disposant d'un patrimoine, la détermination des prix de revient et leur utilisation intéressent toute association ayant des activités diverses ou des prestations de service.

n.c.

FORMATION CONTINUE

La formation continue est reliée à l'évolution du travail. En 1975, la Société Française de Psychologie a organisé un Congrès sur le thème : "Que va devenir le travail ?"

L'ensemble des Communications a été ré-écrit et vient d'être publié dans un livre intitulé

QUE VA DEVENIR LE TRAVAIL ?

paru aux Editions "Entreprise Moderne d'Edition (4, rue Cambon, 75001 Paris), 1978, 213 pages, 75 F.

LE PROBLEME DE LA REGIONALISATION DE LA CULTURE POPULAIRE

- 1° Les blocages de la décentralisation
- 2° Comment concevoir une école enracinée dans le milieu local et une planification démocratique
- 3° Quelles sont les expériences réussies ou échouées de décentralisation culturelle

par (notamment) : Paul Harvois, Edgar Pisani, Alain Touraine, Michel Rocard, Maurice Imbert, Joffre Dumazedier

Revue POUR, N° 64 "PARTAGE DES POUVOIRS ET DES RESPONSABILITES"

publiée par le GREP (13-15 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris). 1979, 104 pages, 25 F.

L'EDUCATION POPULAIRE OU LA VRAIE REVOLUTION: par Jean Laurain

- . "Il faut commencer par éduquer les citoyens en vue du socialisme..."
- . L'éducation populaire doit être le moyen de créer une nouvelle mentalité, selon un processus de conscientisation et le développement de structures associatives
- . L'éducation populaire est une partie de la stratégie pédagogique du socialisme autogestionnaire.

Jean Laurain, professeur de philosophie, raconte son expérience dans l'animation de la Maison des jeunes de Dieuze, en relation avec diverses associations telles que la Ligue de l'Enseignement, Culture et Liberté, Peuple et Culture, etc.

Edité par l'ADELS (94 rue Notre-Dame des Champs, 75006 Paris) 1977, 254 pages, 36 F.

joffre dumazedier

Au sommaire du N° 128 de la revue PROJET (septembre-octobre 1978) figurent quatre articles réunis sous le titre "LES CULTURES ET LA POLITIQUE".

On y retrouve la signature de :

- . Maurice Imbert : "étapes de politiques culturelles"
- . Joffre Dumazedier : "Culture populaire d'aujourd'hui"
- . Marie-Jo Parizet : "La culture, terrain d'affrontement ?"
- . Jean-Marie Domenach : "Culture et pouvoir".

Projet (14, rue d'Assas 75006 PARIS), 1978, 13 F.

LES CAHIERS DE L'ATELIER, présentés par l'ADELS, consacrent leur premier numéro à la POLITIQUE CULTURELLE.

Fruit d'un collectif dans lequel nous retrouvons : Didier Béraud, Pierre Gaudibert, Bernard Gilman, Jean-Claude Marrey et Bernard Pingaud. Il sera suivi d'une étude sur un "PLAN CULTUREL POUR LES VILLES"

ADELS (94, rue N.D. des Champs 75006 PARIS), 1979, 80 pages, 15 F.

Marie Geo Deledicque et Jacques Hedoux viennent de faire paraître une étude importante :

LES "ACTIONS" JEUNES

Au sommaire :

1. Introduction à la problématique gouvernementale dans laquelle s'inscrivent les mesures prises pour les jeunes demandeurs d'emploi
2. Les mesures prises en faveur des jeunes demandeurs d'emploi
3. Introduction à une analyse critique des mesures gouvernementales pour les jeunes chômeurs

ADRAC (association pour la diffusion de la recherche sur l'action culturelle, 81 rue de l'Assomption 75016 Paris), 1979, 65 pages, 15 F.

Les ACTES DES JOURNEES D'ETUDES qui se sont tenues à l'INEP de Marly-Le-Roi en décembre 1977 : LES CULTURES POPULAIRES, paraîtront prochainement.
n.c.

Une souscription est dès maintenant ouverte au Service des Publications de l'INEP (78160 Marly-Le-Roi) par l'envoi d'un chèque de 47 F. + 4 F. de frais d'envoi (pour un exemplaire).

SI NOUS EN PARLIONS...

Nos colonnes sont ouvertes à tous les adhérents...

N'hésitez pas à nous proposer :

- . des informations sur la vie de votre association
- . des textes sur votre action (même si vous n'appartenez pas à un groupe régional)
- . des réflexions
- . des analyses d'ouvrages
- . des suggestions pour les prochains numéros de "La Lettre aux Adhérents" nouvelle formule
- . vos réactions à ce numéro
- . etc.....

pouvant intéresser l'ensemble du Mouvement !

Nous attendons de vos nouvelles...

à adresser à nicole charlopeau
chargée de la coordination de La Lettre aux Adhérents.

Avez-vous pensé à renouveler votre
adhésion à Peuple et Culture
pour l'année 1979 ?

NON ?

Cet oubli peut être vite réparé :

- . en vous adressant à votre
délégation régionale
- . en écrivant au siège national

7 Mai 1979.